

politique

Les élections au Québec

Près des deux tiers des sièges avec 41 p. 100 des voix



M. René Lévesque



Le 15 novembre 1976, les élections pour le renouvellement des cent dix sièges de l'assemblée législative du Québec ont porté au pouvoir le Parti québécois qui s'était donné pour tâche, huit ans auparavant, de réaliser la souveraineté politique de la province. La consécration des progrès de ce parti depuis 1970, la chute brutale du Parti libéral, au pouvoir depuis avril 1970, la renaissance de l'Union nationale, parti de tendance conservatrice, sont les trois données majeures du scrutin (1).

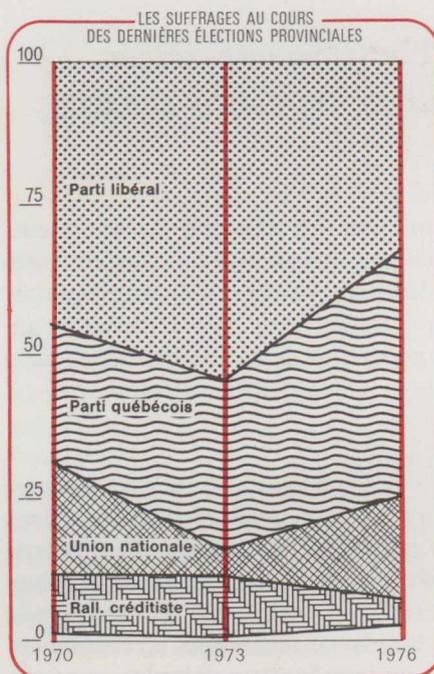
Avec 41,1 p. 100 des suffrages exprimés, le Parti québécois a pris au Parti libéral une première place que celui-ci paraissait avoir confortée en 1973 avec 55,3 p. 100 des suffrages. Le système électoral, uninominal à un tour (2), a, comme c'est le plus souvent le cas, amplifié son avantage: le Parti québécois a enlevé 71 sièges sur 110, soit 64,5 p. 100 des sièges de l'assemblée. Minoritaire en voix, il est devenu majoritaire en sièges. Le Parti libéral, qui disposait jusque là de plus de 90 p. 100 des sièges, en a perdu près des trois quarts alors que la proportion de ses suffrages est passée de 55 p. 100 à 33 p. 100. Quant à l'Union nationale, elle a presque retrouvé, après son grave échec de 1973, ses suffrages (18 p. 100 au lieu de 19 p. 100) sinon ses sièges (11 au lieu de 17) de 1970.

Pour beaucoup d'observateurs, l'échec du parti libéral – son leader, M. Robert Bourassa, premier ministre de 1970 à 1976, a lui-même perdu son siège – demande plus d'ex-

plications que la progression du Parti québécois (3). Il semble que les transferts de voix entre partis aient eu pour effet de dépouiller l'électorat libéral de son aile avancée en même temps que de son aile conservatrice.

On estime généralement que le Parti libéral, usé par le pouvoir, a été victime d'un concours de méconten-

ques québécoises au lendemain des Jeux olympiques de Montréal, dont le déficit est source d'impôts nouveaux, et alors que les gigantesques travaux d'équipement de la baie James ont été engagés; accroissement rapide de la dette publique; progression du chômage et développement des conflits sociaux, etc. Le Parti québécois a su tirer parti de cette situation d'ensemble. En s'en tenant à la critique de la gestion libérale et en renvoyant à un futur référendum la question de l'indépendance du Québec, il a voulu apparaître comme un parti raisonnable, honnête, capable de restaurer l'autorité et l'efficacité du gouvernement. Fortement personnalisée, sa campagne électorale a présenté le leader du parti, M. René Lévesque, comme «un vrai chef» (5). *Canada d'aujourd'hui* rendra compte régulièrement de l'évolution de la politique québécoise dans ses rapports avec la politique fédérale.



tements divers, voire opposés, mais nombreux: inquiétude des milieux anglophones devant l'institution du français comme langue officielle de la province; opposition des nouveaux Canadiens à la loi récente sur la langue d'enseignement (4); craintes ressenties dans toutes les couches sociales devant les perspectives économi-

1. Résultats en sièges: Parti québécois 71, Parti libéral 26, Union nationale 11, divers 2.

2. Est élu, dans chaque circonscription, le candidat arrivé en tête quels que soient la proportion des suffrages qu'il a obtenus ou le nombre des candidats.

3. Par rapport aux élections de 1973, le Parti libéral a perdu 21,8 p. 100 des suffrages exprimés; le Parti québécois en a gagné 11,3 p. 100.

4. Sur la loi adoptée en juillet 1974 par l'Assemblée nationale du Québec, voir *Canada d'aujourd'hui*, janvier 1975.

5. M. Lévesque, cinquante-quatre ans, a d'abord acquis une grande notoriété comme journaliste à *Radio-Canada*. Élu député libéral en 1960, il a occupé des postes ministériels importants dans le gouvernement de M. Jean Lesage (1960-1966). Cofondateur, en 1967, du mouvement *Souveraineté-Association* puis, en 1968, du Parti québécois.